



### Sommaire

Introduction.....	p.2
I. La Chine de Mao : la recherche d'une voie chinoise.....	p.2
A. La mise en place de la RPC.....	p.2
B. Du modèle soviétique au modèle chinois.....	p.3
II. Depuis 1978 : vers l'émergence d'une grande puissance mondiale.....	p.9
Conclusions.....	p.11
Bibliographie.....	p.13
Filmographie.....	p.13

## **Introduction**

Cette formation sur « La République Populaire de Chine, de sa fondation à nos jours » répond à plusieurs enjeux et questionnements que nous devons nous poser en tant que Jeunes Communistes. D'une part, la nécessité d'approcher la réalité et l'histoire d'un pays complexe, dont la voie vers le socialisme fut tout à fait unique. D'autre part, cela permet de comprendre en partie la structuration actuelle du mouvement communiste international et pourquoi les groupes maoïstes se revendiquent-ils avant tout marxistes-léninistes.

Nous tenterons aussi de répondre à une question très répandue, à laquelle les réponses sont, d'un côté comme de l'autre, souvent caricaturales : la Chine est-elle encore, actuellement, un État socialiste ? De ce point de vue, un retour sur l'histoire du pays depuis sa fondation est essentiel.

Nous allons axer cette formation autour de la question suivante : de sa fondation à nos jours, comment s'est construite la puissance chinoise ?

*Julien ROCK*

*Secrétaire à la formation MJCF 67*

## **I. La Chine de Mao : la recherche d'une voie chinoise**

### **A) La mise en place de la RPC**



Depuis le début du XIX<sup>ème</sup> siècle, la Chine est un véritable terrain de jeu pour les puissances impérialistes occidentales. L'empire chinois est notamment dominé par les anglais, qui utilisent la Chine pour maîtriser le trafic mondial d'opium, n'hésitant pas à faire usage de la violence contre la population. Ces violences amènent à des révoltes populaires récupérées par la bourgeoisie de l'époque, qui renverse l'empire : c'est ainsi que la République de Chine est proclamée en 1912. Mais sous ce régime, différentes factions s'affrontent violemment, et l'instabilité règne dans le pays. Dans ce contexte de tensions, un affrontement armé ouvert éclate en 1927 entre deux partis chinois : le Parti Communiste Chinois (PCC) et le Kuomintang, un parti nationaliste bien implanté chez les militaires. Ce conflit très violent dure jusqu'en 1937, année où une guerre éclate entre la Chine et le Japon. Le but du Japon est alors d'envahir la Chine pour en faire une colonie. Face à l'envahisseur, le PCC et le Kuomintang se mettent d'accord pour lutter côte à côte. Mais dès la chute de l'Empire japonais en 1945, les tensions reprennent. Néanmoins, dans ce nouvel épisode de la guerre civile chinoise, le PCC arrive à rallier la majeure partie de la

paysannerie à ses idées, ce qui lui permet de gagner la guerre : la Chine est en effet un pays rural à l'époque. Dès lors, en octobre 1949, la République populaire de Chine est proclamée.

Dès la mise en place de la RPC, le régime suit de manière assez stricte le modèle de développement économique soviétique prôné par Lénine et prolongé par les travaux de Staline : la priorité est donnée à l'industrie, et plus particulièrement à l'industrie lourde, tout en assurant la mainmise du Parti sur les affaires de l'État afin d'assurer la stabilité de la révolution. Ainsi, le premier plan quinquennal est mis en place en 1954 et donne la priorité à l'industrie lourde (acier, métallurgie, armement). La collaboration avec l'URSS est alors très forte : aux débuts de la RPC, plus de 10 000 conseillers techniques sont présents pour aider le nouvel Etat chinois à se développer, dans des domaines extrêmement variés comme les transports ou l'éducation.



A cette période, la Chine ne se pense donc absolument pas comme une puissance, et cela pour deux raisons. D'une part car c'est un État jeune, qui doit assurer son emprise sur l'ensemble du territoire et aussi répondre aux aspirations matérielles d'un peuple qui a souffert d'un siècle de violences : la priorité est au développement économique. D'autre part, la Chine populaire est influencée par l'URSS qui aurait vu d'un mauvais œil l'émergence d'une puissance socialiste concurrente.

## **B) Du modèle soviétique au modèle chinois**

Si la coopération économique, mais aussi politique, semble grande entre l'URSS et la RPC, cet état de fait ne va pas durer. En réalité, dès le début de la coopération entre URSS et RPC, tous les éléments sont réunis pour qu'intervienne ce que l'on appellera «la rupture sino-soviétique». Il faut déjà rappeler la différence principale entre les deux pays, qui tient aux conditions économiques et sociales dans lesquelles sont nées leurs révolutions prolétariennes respectives. D'une part, en Chine, la révolution s'est appuyée presque exclusivement sur la paysannerie : le pays n'a pas de véritable industrie ni de prolétariat urbain organisé. D'autre part, la révolution russe s'est appuyée certes sur la paysannerie, mais aussi sur un prolétariat industriel qui existait notamment dans les grandes villes du pays.

C'est à partir du moment de la rupture sino-soviétique que la RPC commence à se considérer comme une puissance, notamment dans le camp socialiste. Cette rupture commence en fait en mars 1953, à la mort de Staline. Ce dernier était considéré par Mao comme le leader du mouvement communiste international. Maintenant que celui-ci est mort, Mao pense que c'est à lui que revient la tâche de mener la révolution mondiale. Mais Mao reste dans un premier temps assez complaisant vis-à-vis du nouveau dirigeant de l'URSS, Nikita Krouchtchev.

Néanmoins, les réformes engagées par ce dernier, qui libéralise quelque peu le régime soviétique et plaide pour des relations apaisées avec les États-Unis, scandalisent Mao, qui considère que l'URSS s'éloigne de plus en plus du marxisme-léninisme, dont le rôle devrait être d'affronter directement les puissances capitalistes plutôt que de s'allier avec elles. Dans ce contexte, Mao critique ouvertement l'URSS et la qualifie de révisionniste : la rupture entre les deux États est consommée à la fin des années 1950.

Toutefois, Mao est conscient qu'il doit réagir sur le plan intérieur : comment la république populaire peut-elle tenir si elle n'a plus l'aide soviétique ? Face à cette question, le dirigeant chinois pense qu'il est nécessaire de développer une voie chinoise vers le socialisme. Cette voie chinoise se justifie par les spécificités matérielles dans lesquelles la révolution chinoise s'est déroulée, comme évoqué précédemment. Mais elle se justifie aussi sur le plan géopolitique : l'URSS ayant abandonné le flambeau du marxisme-léninisme, Mao estime que la Chine populaire doit devenir la première puissance du bloc communiste afin de le dominer et d'y devenir hégémonique. Pour cela, il faut créer un modèle de socialisme unique, qui se différencie grandement du modèle soviétique que la Chine suivait auparavant.



L'émergence d'un modèle socialiste chinois doit d'abord, selon Mao, se faire sur le plan intellectuel : pour changer la production et le système politique communiste, il faut laisser aux intellectuels plus de libertés. C'est dans ce but qu'est lancée la « campagne des Cent Fleurs » en 1957. Cette expression très imagée est tirée d'un discours de Mao lui-même : « Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent ! ». Par cette déclaration, Mao affirme que le

communisme chinois doit être critiqué par le peuple afin de pouvoir se rectifier et progresser. Néanmoins, cette liberté soudaine de parole et de pensée va se traduire par des débordements : une frange du Parti cherche à évincer Mao, des responsables dits « démocrates » mènent un mouvement de contestation fort. Face à cela, le régime chinois décide de réprimer le mouvement des Cent Fleurs qu'il avait lui-même contribué à lancer. Cette première tentative d'affirmation d'un modèle de socialisme proprement chinois, distinct du modèle soviétique, n'est donc pas vraiment convaincant.

Après ce premier échec sur le plan politique, Mao décide de mobiliser un autre secteur : l'économie. Il lance en effet à partir de 1958 le « Grand Bond en Avant » (GBA). Ce mouvement complexe et multiforme va durer trois ans, jusqu'en 1961. Ici encore, l'objectif est double mais il vise essentiellement à faire de la Chine populaire une puissance à part entière. Il s'agit d'une part de faire de la Chine une puissance économique : le but affiché du GBA est en effet de « rattraper le niveau de production de l'acier de l'Angleterre », qui est alors une grande puissance industrielle. On peut voir ici la filiation avec le stalinisme des années 30 qui affichait lui aussi des objectifs ambitieux en terme de production d'acier : en se posant dans la continuité par rapport aux idées de Staline, Mao cherche à faire de la Chine la nouvelle puissance économique marxiste-léniniste. Mais il s'agit



également de mobiliser la population et les communistes du monde entier sur le plan idéologique : le message délivré par la Chine au reste du monde est le suivant « Pendant que l'URSS collabore avec les États capitalistes, la Chine avance vers le communisme ». Il s'agit donc, pour la Chine, d'une façon de se différencier de l'URSS de Krouchtchev pour lui disputer l'hégémonie au sein du mouvement communiste international.



Concrètement, le GBA correspond à une période où le Parti Communiste Chinois va mobiliser l'ensemble de la population, sur tout le territoire, pour accroître la production d'acier de bonne qualité. Mais il s'agit également, selon Mao, de franchir une nouvelle étape dans la marche vers le communisme. Pour ce faire, plusieurs mesures sont prises et appliquées. Toute les villes et villages sont regroupées en petites unités, appelées « communes », comptant en moyenne 20 000 personnes. Ces communes doivent être autonomes sur tous les plans : c'est à elles d'organiser, de manière collective, l'éducation, la sécurité locale et bien évidemment la production industrielle et agricole, puisque la commune doit être entièrement autosuffisante. Sur le plan idéologique, les autorités chinoises justifient ce bouleversement profond des structures de la société chinoise par une volonté d'avancer vers le communisme : reprenant les idées de Lénine sur le dépérissement de l'État, mais aussi les travaux de Marx et Engels sur la Commune, le PCC est persuadé que le passage à une organisation en communes est un progrès considérable vers le communisme puisqu'il devrait diminuer le poids de l'État.

Ce changement peut sembler très théorique, mais en réalité la vie quotidienne de toute la population chinoise est complètement bouleversée. En effet, toute la vie dans ces communes est faite selon un rythme militaire : le travail est organisé en brigades fortement structurées, le lever et le coucher se font très tôt... En outre, ce passage à une nouvelle étape du socialisme se doit aussi de révolutionner les rapports entre les individus : dans l'esprit des autorités chinoises, l'individu doit avant tout être un travailleur. Les relations familiales sont considérées comme bourgeoises, et des dortoirs communautaires sont mis en place : les adultes dorment tous ensemble dans des dortoirs, les enfants également, sans contacts entre les parents et les enfants, ces derniers étant pris en charge toute la journée par des crèches. La Chine cherche donc à se poser en société communiste modèle.



Néanmoins, cette mobilisation a des limites. La population est découragée par ces bouleversements, et la production économique ne s'améliore pas, pour plusieurs raisons. D'une part, parce que la gestion des usines est souvent mal assurée dans

les communes. D'autre part car pour respecter les impératifs du Plan en matière de production d'acier, les gens sont incités à faire fondre leurs couverts, des casseroles... Tout cela contribue certes à produire de l'acier, mais un acier de si mauvaise qualité qu'il est absolument inutilisable dans l'industrie lourde. Ce problème de mauvaise gestion se retrouve également sur le plan agricole, et les chiffres des récoltes diminuent rapidement. Cela amène le gouvernement chinois à faire marche arrière afin d'éviter la catastrophe.

Si le bilan concret du GBA semble être un échec avéré, il faut nuancer ce propos. Sur le plan intérieur, ce mouvement a en effet eu de lourdes conséquences sur l'économie. Mais sur le plan des relations internationales, l'objectif du PCC est atteint : il montre au monde qu'il est capable d'initiatives pour avancer vers le communisme, là où l'URSS semble avoir abandonné sa vocation d'État ouvrier.

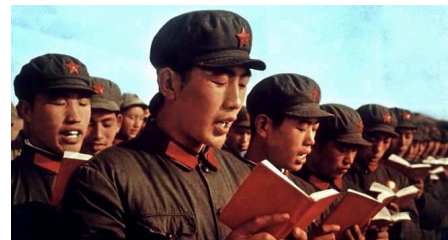
Ce mouvement est ressenti par le Parti, à juste titre, comme un échec politique et économique. En effet, à quoi bon se démarquer de l'URSS si cela accroît les risques de famine ? Partant de ce constat, Mao est tenu pour responsable des errements de la politique économique chinoise, et il est écarté du pouvoir à partir de 1960. Il reste secrétaire général du Parti mais n'est plus président de la République populaire, ce qui le marginalise sur le plan politique. Liu Shaoqi lui succède à ce poste. Ce dernier est un modéré qui, entouré d'un gouvernement proche de lui, lance une série de réformes pour libéraliser partiellement l'économie afin d'améliorer les conditions de vie du peuple chinois. Les effets sont réels, et la contestation rampante qui existait dans le pays semble se calmer. C'est aussi une période où la Chine va poursuivre sa critique de l'URSS, notamment en ce qui concerne les mouvements de décolonisation qui sont à l'œuvre à l'époque. La Chine qualifie l'URSS de « social-impérialiste » : si cette dernière aide par exemple le peuple vietnamien en lutte, c'est uniquement pour y imposer son modèle politique. En revanche, la Chine se pose en champion de la lutte anti-impérialiste, respectueuse du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La Chine veut donc également apparaître comme une puissance aux yeux des pays récemment décolonisés ou en voie de décolonisation, avec un effet réel dans certains pays comme l'Inde, ou des guérillas maoïstes très importantes se développent dans la période.



Marginalisé, Mao entend revenir au pouvoir. Pour ce faire, il va s'appuyer sur la jeunesse et lui ordonner de purger les éléments révisionnistes qui, selon lui, infestent le PCC et nuisent au processus révolutionnaire. Mao incite les jeunes à s'organiser en groupes paramilitaires afin de chasser les intellectuels bourgeois et les éléments droitiers de la société chinoise. C'est le lancement de la « Révolution culturelle », qui débute officiellement en mai 1966 lorsque le premier groupe de « Gardes Rouges » est constitué. Il s'agit d'éliminer les « Quatre Vieilleries », qui constituent les principes fondamentaux de la société chinoise traditionnelle pré-révolutionnaire. A ce titre, la Charte de la révolution culturelle rédigée par Mao est explicite :

«La grande révolution culturelle prolétarienne vise à liquider l'idéologie bourgeoise, à implanter l'idéologie prolétarienne, à transformer l'homme dans ce qu'il a de plus profond, à réaliser sa révolution idéologique, à extirper les racines du révisionnisme, à consolider et à développer le système socialiste. Nous devons abattre les responsables du Parti engagés dans la voie capitaliste. Nous devons abattre les sommités académiques réactionnaires de la bourgeoisie et tous les "monarchistes" bourgeois. Nous devons nous opposer à tous les actes de répression contre la révolution. Nous devons liquider tous les génies malfaisants. Nous devons extirper énergiquement la pensée, la culture, les mœurs et coutumes anciennes de toutes les classes exploiteuses. Nous devons réformer toutes les parties de la superstructure qui ne correspondent pas à la base économique du socialisme. Nous devons purger la terre de toute la vermine et balayer tous les obstacles ! ».

Cette Charte, en 16 points, proclame notamment l'impunité totale des Gardes Rouges, qui doivent pouvoir agir librement sans être inquiétés par la justice. Le mouvement se massifie rapidement, et des millions de Gardes Rouges se réunissent à Pékin à la mi-août 1966 pour acclamer Mao, qui appelle les jeunes à la violence face à ses rivaux politiques, à l'aide de slogans tels que « On a toujours raison de se révolter » ou « Nous ne voulons pas la gentillesse, nous voulons la guerre ». De 1966 à 1969, les Gardes Rouges instaurent une terreur révolutionnaire dans le pays : ils affichent publiquement le nom de leurs adversaires sur les murs et appellent au lynchage, des logements sont confisqués (environ 100 000 à Shanghai). Ici encore, comme avec le GBA, le but est de révolutionner entièrement la société chinoise pour en faire un modèle de socialisme pour le monde. Cela suppose un effort de propagande important : de nombreuses œuvres littéraires et artistiques, notamment des pièces de théâtre, sont produites pour glorifier la révolution culturelle et appeler au développement de Gardes Rouges dans le monde entier. Il s'agit également de détruire toute trace de la société chinoise antérieure à la révolution : de nombreux temples bouddhistes sont saccagés et détruits, des briques de la grande muraille de Chine sont retirées pour construire des porcheries.



Mais à partir de 1967, l'unité des Gardes Rouges derrière Mao se fissure : chaque groupe de garde rouge veut être plus révolutionnaire que les autres, et ils finissent par s'affronter violemment, dans une situation de quasi guerre civile. Mao fait intervenir l'armée pour mettre fin aux affrontements, et les étudiants retournent en cours en septembre. Cette démonstration de force a permis à Mao de revenir sur le devant de la scène politique chinoise, et sa pensée est désormais élevée au sein de fondement théorique de l'État, à l'aide du *Petit Livre Rouge* notamment, qui est un instrument important de propagande.

Cette politique menée par Mao va améliorer la visibilité de la Chine à l'échelle internationale, notamment à la faveur des événements de Mai 68. Ce moment est l'occasion de mettre le maoïsme sur le devant de la scène en France : les maoïstes sont en effet à la pointe de la contestation étudiante de l'époque. Galvanisés par



le soulèvement de la jeunesse chinoise organisée en Gardes Rouges, les étudiants français, mais aussi une partie des intellectuels marxistes comme Jean-Paul Sartre, vont se révolter au nom du maoïsme et du marxisme-léninisme. Mai 68 est par ailleurs un moment où les tensions entre Chine et URSS s'exportent. D'un côté, la Chine soutient les groupes maoïstes alors que de l'autre le PCF, soutenu par l'URSS, dénonce les agissements de ce qu'il considère comme des groupuscules gauchistes qui nuisent au communisme. Par ailleurs, les maoïstes français, comme leurs homologues chinois, considèrent qu'ils doivent remplacer les communistes pro-soviétiques représentés par le PCF. C'est ainsi qu'ils créent un journal nommé *L'Humanité nouvelle*. Le choix du nom n'est pas anodin : il s'agit de montrer que le maoïsme est la relève du marxisme-léninisme.

Cet exemple est intéressant pour comprendre l'émergence de la Chine en tant que puissance. En effet, on peut dire que la Chine est devenue une puissance sur le plan politique et idéologique à la fin des années 60, puisque les idées promues par les dirigeants du pays sont reprises par la par une partie de la population occidentale. On peut en outre rappeler l'émergence de la figure de Mao dans la *pop culture* occidentale, et notamment dans le mouvement *pop-art* développé par l'artiste américain Andy Warhol, qui réalise de célèbres portraits colorés de Mao. Le dirigeant chinois est donc devenu une icône en occident, signe de la puissance chinoise sur le plan culturel.





## II. Depuis 1978 : vers l'émergence d'une grande puissance mondiale

Jusqu'à la mort de Mao en 1976, il semble toutefois difficile d'affirmer que la Chine est réellement devenue une puissance mondiale. Ses idées ont une audience certaine et le pays s'est affirmé sur le plan international. Néanmoins, le leadership dans le camp socialiste est toujours occupé par l'URSS, et le pays se voit donc obligé de normaliser ses relations avec les pays occidentaux, notamment les États-Unis. Lorsque Deng Xiaoping, un réformateur, succède à Mao en 1978, la construction de la puissance chinoise va entrer dans une phase nouvelle.

Le nouveau dirigeant chinois affiche en effet clairement son objectif : faire de la Chine une puissance mondiale comparable aux États-Unis au début du XXIème siècle. Pour ce faire, il affirme qu'il faut réformer profondément l'économie du pays. C'est dans ce but qu'est lancée la campagne dite des « Quatre modernisations ». Il s'agit de réformer profondément l'agriculture, l'industrie, la technologie et la défense nationale, c'est-à-dire l'armée. Le choix de ces quatre priorités montre bien la volonté de la Chine de devenir une puissance mondiale sur tous les plans : économique, scientifique et militaire.



Concrètement, le régime crée des « Zones Économiques Spéciales » dotées d'une fiscalité avantageuse afin que les firmes transnationales s'y implantent. Dans les campagnes, les paysans deviennent autonomes et doivent donc être rentables s'ils veulent poursuivre leur activité. Sur le plan intérieur, l'effet de ces réformes se fait sentir aujourd'hui : une classe moyenne chinoise est en train d'émerger, le pays est très urbanisé et son économie croît de manière régulière. Toutefois, beaucoup de Chinois dénoncent la hausse des inégalités. Deng Xiaoping a amené la Chine à ce qu'il appelle le « socialisme de marché », qui est encore le système économique en vigueur en Chine aujourd'hui : il s'agit d'une économie mixte, où privé et public cohabitent. Pourtant, on ne peut pas qualifier la Chine de régime capitaliste libéral : beaucoup d'entreprises sont encore publiques et sont destinées à le rester. Il ne s'agit pas non plus d'une conversion au capitalisme : Xiaoping présente ses réformes comme un moyen d'assurer la pérennité du socialisme chinois.

Aujourd'hui, c'est par l'économie que se manifeste avant tout la puissance chinoise, fruit de ces réformes économiques. On parle d'« Empire économique chinois », et les produits *made in China* inondent le monde entier depuis plus de vingt ans. Cette puissance chinoise se voit aussi sur le plan des investissements : on peut par exemple citer le rachat de l'aéroport de Toulouse par des investisseurs chinois. Cette puissance économique indéniable marque en outre les représentations populaires des occidentaux, ce qui est un autre signe de l'influence et de la puissance actuelles de la Chine à l'échelle mondiale. Beaucoup craignent en effet un nouveau « péril jaune » et certains politiques dénoncent le bradage des entreprises nationales aux Chinois. Si la Chine fait peur

en Occident, c'est bien qu'elle est devenue une puissance qui compte. Ceci a été rendu possible par le développement du socialisme de marché.



Le modèle économique chinois actuel est dans la continuité de ces réformes et c'est celui qui a permis à la Chine de devenir une puissance économique majeure à l'échelle mondiale. Toutefois, ce modèle de croissance a des limites qu'il faut évoquer. Il a en effet amené à une forte hausse des inégalités au sein de la société chinoise, si bien qu'une partie des personnes âgées regrette la période maoïste, qui est quelque peu idéalisée. D'autre part, l'impact écologique de ce développement économique très rapide n'est pas négligeable : de nombreux cours d'eau sont par exemple pollués au mercure, ce qui empêche d'y pêcher. Par ailleurs, certains observateurs internationaux critiquent le modèle chinois actuel. Ils critiquent le fait qu'on présente la Chine comme un pays développé alors que son modèle politique semble peu développé aux yeux des occidentaux, dans la mesure où il est jugé autoritaire. Il ne s'agit pas ici de prendre parti, mais de montrer que ce modèle ne fait pas consensus, tant sur le plan de la communauté internationale qu'au sein de la population chinoise. C'est l'une des limites à la puissance chinoise actuelle : elle rassemble un consensus moins large que la puissance américaine.

Si la puissance chinoise sur le plan économique n'est plus à démontrer, il existe un autre domaine où la Chine cherche à s'affirmer mondialement : la diplomatie et les relations internationales.

La Chine est d'abord une puissance diplomatique à l'échelle régionale, au sein du continent asiatique. On peut citer le cas du Tibet, qui est emblématique. Région rattachée à la Chine, une partie des autorités religieuses tibétaines, menées par le Dalaï Lama, réclame l'indépendance. Ce dernier devait être reçu par le président américain Barack Obama en 2012, à la Maison Blanche. Face aux protestations très vives de la Chine, cette rencontre n'a finalement eu lieu que dans un petit bâtiment, et la visite n'avait plus rien d'officiel. On voit bien que la Chine est une puissance diplomatique asiatique dans la mesure où elle est capable d'imposer sa vision des relations internationales aux États-Unis. On peut aussi évoquer l'exemple nord-coréen. La Corée du Nord étant une source de tensions très vives dans le continent asiatique, la Chine s'est imposée sur le plan mondial comme l'interlocuteur privilégié pour régler la question coréenne. En effet l'ONU s'adresse généralement à la Chine lorsqu'il faut régler une situation tendue impliquant la Corée du Nord.

Mais la Chine est aussi une puissance diplomatique à l'échelle mondiale, comme le montre l'exemple de la guerre en Syrie. Sur ce conflit, la Chine se prononce pour un soutien au régime d'Assad face à la lutte contre les islamistes dans une perspective anti-impérialiste. Elle a pu défendre cette position au Conseil de sécurité de l'ONU, où elle dispose d'un droit de veto qui lui a permis d'éviter une

intervention de l'ONU en Syrie. La Chine dispose donc d'un poids considérable dans les relations internationales actuelles.

Enfin, la puissance chinoise se manifeste également sur un plan plus symbolique qui, s'il semble assez peu politique, l'est en fait beaucoup : le sport. On peut s'appuyer sur l'exemple des Jeux Olympiques de Pékin, organisés en 2008. A cette occasion, la Chine a tenu à montrer au monde entier qu'elle n'était pas seulement un « pays atelier » au service des grandes firmes occidentales, mais aussi une puissance sportive et un pays hautement développé. La Chine a beaucoup misé sur ses athlètes, et le résultat a été au rendez-vous : elle est arrivée première avec 51 médailles, devant les États-Unis. On voit donc bien tous les enjeux de puissance qui se trouvent derrière de tels événements.



## **Conclusions**

Pour conclure, on voit donc bien deux temps qui se dégagent dans la construction de la puissance chinoise. D'abord, de la fondation de la RPC à la mort de Mao, la Chine cherche à devenir une puissance au sein du camp socialiste en proposant une voie chinoise vers le socialisme, symbolisée notamment par la Révolution Culturelle qui aura un écho certain au sein du monde occidental. Écho qui dure encore aujourd'hui, puisque des groupes politiques continuent à revendiquer l'héritage politique de la pensée de Mao.

Dans un second temps, la puissance chinoise est passée au rang mondial, à la faveur des réformes économiques initiées par Deng Xiaoping et poursuivies par ses successeurs. Cet héritage complexe, entre communisme, expériences socialistes réelles et réformes d'inspiration libérales fait de la Chine actuelle un ensemble hétérogène qu'il est difficile de comprendre.

On peut par conséquent se poser la question suivante : en tant que communistes français, comment se positionner vis-à-vis de l'actuelle République Populaire de Chine ?

Le secteur international du PCF entretient toujours des relations avec le PCC et produit des analyses sur la société chinoise. Pour le PCF, la Chine est encore un pays à visée socialiste qui doit toutefois se réformer, notamment sur le plan politique, pour répondre aux aspirations démocratiques de son peuple.

Une question qu'il faut soumettre au débat est aussi l'importance de placer la Chine dans son contexte culturel, très différent du système de pensée occidental. En Chine, l'individu a une place moins importante qu'en Occident, la communauté prime (c'est moins vrai aujourd'hui, à la faveur de la diffusion de l'idéologie libérale individualiste). En outre, le rapport au temps n'est pas le même, et le PCC envisage donc la construction du socialisme sur le très long terme : on peut penser cette construction en siècles. Pour en venir à cette idée, il suffit

d'étudier de près les plans quinquennaux de la Chine populaire, ce qui est une source extrêmement intéressante. En effet, là où les plans quinquennaux des années 80 et 90 mettaient fortement l'accent sur le développement économique (croissance de la production, de la richesse, au détriment des conditions sociales), les plans mis en place à partir des années 2000 semblent annoncer une nouvelle étape dans la construction du socialisme chinois. La durée de scolarisation obligatoire est allongée, un système de retraite est étendu à une large part de la population chinoise, 36 millions de logements à des prix abordables sont construits pour que chaque citoyen puisse vivre dignement. On peut aussi noter une hausse du salaire minimum de 13% entre 2011 et 2015.

S'il ne s'agit pas ici de faire l'éloge du modèle chinois qui, comme nous l'avons montré, présente bien des limites, il faut néanmoins être capables, en tant que communistes, de l'approcher dans toute sa complexité.





## **Bibliographie**

John K. Fairbank, Merle D. Goldman, *Histoire de la Chine - Des origines à nos jours*, Paris, Tallandier, 2010.

Maria-Antonietta Macciocchi, *De la Chine*, Paris, coll. Combats, Seuil, 1971.

Tania Angeloff, *Histoire de la société chinoise*, Paris, La Découverte, 2010.

Maria-Antonietta Macciocchi, « La Chine deux après », dans *Le Monde diplomatique*, n.227, février 1973 : <https://www.monde-diplomatique.fr/1973/02/MACCIOCCHI/31320>

## **Filmographie**

*La mère* (1956), de Ling Zifeng

*Le Détachement féminin rouge* (1961), de Xie Jin

*Le village des acacias* (1962), de Wang Ping

*Serfs* (1963), de Li Jun

*Lei Feng* (1964), de Dong Zaoqui

*L'Orient est rouge* (1965), de Wang Ping

*Le Dernier Empereur* (1987), de Bernardo Bertolucci

*Le Sorgho rouge* (1987), de Zhang Yimou

*Vivre !* (1994), de Zhang Yimou

*City of Life and Death* (2009), de Lu Chuan

*The Founding of a Republic* (2009), de Huang Jianxin et Han Sanping

*The Founding of a Party* (2011), de Huang Jianxin et Han Sanping

*1911 : Révolution* (2011), de Zhang Li et Jackie Chan